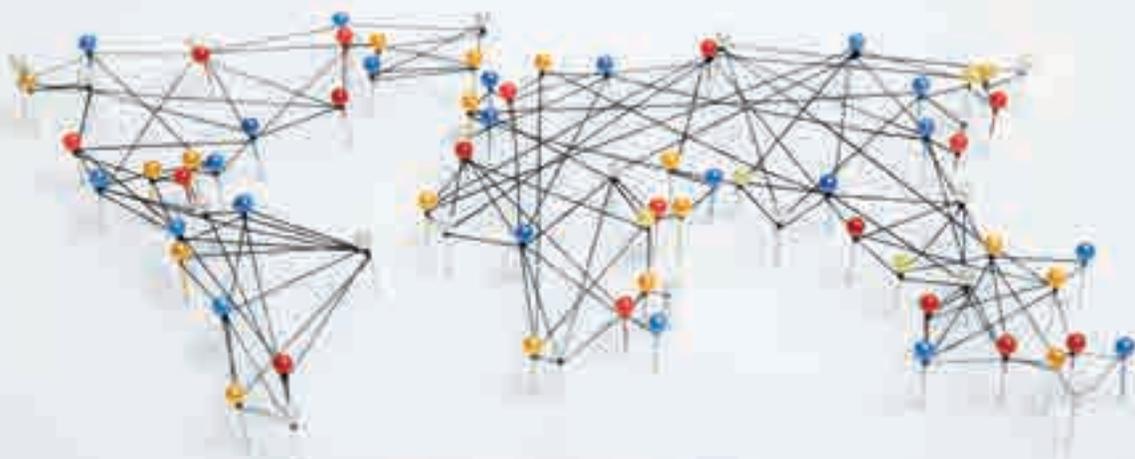


# ICI *et* LÀ-BAS

Bulletin de Solidarité Mondiale a.s.b.l. – chaussée de Haecht, 579 – 1031 Bruxelles – Tél 02 246 38 81 – [www.solmond.be](http://www.solmond.be)

## Rapport d'activités 2018



**solidarité  
mondiale**  
ensemble contre l'injustice sociale

BE96-7995-5000-0005

# ICI et LÀ-BAS

n°114

Dans ce numéro

## En chiffres

2018 | Solidarité Mondiale (WSM)  
dans le monde

41



## Amérique latine

### GUATEMALA

Les jeunes aux commandes  
pour une transition juste !

81



## Afrique

### AFRIQUE DE L'OUEST

Une assurance maladie universelle  
grâce aux réseaux WSM

121



## Asie

Un salaire minimum vital  
pour toutes et tous !

171



## Plaidoyer politique

- Un financement durable de la protection sociale est-il possible ?
- Asie : forte dans un réseau de protection sociale

221



## Belgique

### CAMPAGNE

- Nous voulons des #VETEMENTSCLEAN ACTIONS
- Retour sur #2018 en images

251



## SOLIDARITÉ MONDIALE

a pour ambition de renforcer les mouvements sociaux dans le Sud pour qu'ils soient acteurs de changement et agents de développement en faveur de leur population locale. Financer ces partenaires là-bas et sensibiliser ici sur les enjeux Nord-Sud sont les principaux objectifs de notre organisation.

## SOLIDARITÉ MONDIALE

est l'ONG du Mouvement ouvrier chrétien et de ses organisations membres : CSC, ANMC, JOC, VF, EP.

## SOLIDARITÉ MONDIALE asbl

Chaussée de Haecht 579  
1030 Bruxelles  
Tél 02 246 38 81  
Fax 02 246 38 85  
solidarite.mondiale@solmond.be  
www.solmond.be  
Cpt : BE 96-7995-5000-0005

## Coordination générale

Marie Raida & Katrien Liebaut

## Ont collaboré à ce numéro

Bruno Deceukelier, Koen Detavernier, Santiago Fischer, Andre Kiekens, Katrien Liebaut, Antoinette Maia, Valère Koffi-Pihoun, Marie Raida, Jeroen Roskams, Uzziel Twaglimana, Jennifer Van Driessche, Bart Verstraeten

## Conception / MEP

Marie-Hélène Toussaint

## Photos couverture

©Shutterstock  
© Kristof Vadino

## Impression

Imprimerie Les Editions Européennes

Ici et Là-Bas est imprimé sur papier recyclé, encre végétale, en format économique.

Nos partenaires



LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT 



N°114  
Mai-Juin-Juillet-Août 2019  
Editrice responsable :  
Antoinette MAIA  
chaussée de Haecht, 579  
1030 Bruxelles



# Le pouvoir des réseaux

**S**i nous voulons des résultats durables, nous devons influencer la législation de manière à ce que le travail décent et l'accès à la protection sociale deviennent des droits. D'où l'importance du travail politique !

Cette action politique, nous la menons autant que possible dans le cadre d'une vaste coopération avec d'autres acteurs. En réseau, nous obtenons des résultats encourageants pour des milliers de personnes qui en ont vraiment besoin.

Le choix de cette mise en réseau se traduit dans chaque article de ce rapport annuel. Prenez par exemple notre partenaire, le MTC, qui protège l'environnement au Guatemala et crée des alliances avec des organisations partageant les mêmes idées. Ou encore, le réseau thématique pour le droit à la protection sociale qui réunit des partenaires de différents secteurs en Afrique de l'Ouest et plaide pour une assurance maladie universelle. Tout comme notre réseau asiatique qui unit ses forces pour défendre un salaire minimum plus élevé, de meilleures pensions et des allocations de chômage.

Nous croyons également au pouvoir des réseaux au niveau international. Voyez en page 22 comment nous avons organisé une conférence internationale sur le financement de la protection sociale, et ce avec des acteurs mondiaux. Le thème #vêtementsclean est né d'une plate-forme belge fai-

sant partie d'un mouvement international, la 'Clean Clothes Campaign'.

C'est clair ! Pour nous, celles et ceux qui veulent renforcer la collaboration et la mise en réseau, afin d'avoir une influence structurée, ont trouvé la bonne approche.

Et ce n'est pas surprenant ! Après tout, n'est-ce pas la clé du succès du mouvement des travailleurs dans le développement de la sécurité sociale en Europe ? Il est tellement important, et aujourd'hui plus que jamais, d'être uni.e.s dans nos luttes. Merci de soutenir nos efforts ! 

## Une citation...

*« Seuls, nous pouvons faire si peu; ensemble, nous pouvons faire tellement. »*

*Helen Keller*

## ... Une image



# 2018 | Solidarité Mondiale



PAR KATRIEN LIEBAUT

## Solidarité Mondiale soutient 86 partenaires dans 23 pays !

<b>AFRIQUE</b> 64% des ressources • 12 pays • 47 partenaires	<b>Afrique centrale</b> 32% • 21 partenaires 4 pays : Burundi, Congo (RDC), Cameroun, Rwanda  <b>Afrique de l'Ouest</b> 32% • 26 partenaires 8 pays : Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo
<b>AMÉRIQUE LATINE</b> 18% des ressources • 5 pays • 21 partenaires	Bolivie, République dominicaine, Guatemala, Haïti, Pérou
<b>ASIE</b> 17% des ressources • 6 pays • 17 partenaires	Bangladesh, Cambodge, Philippines, Inde, Indonésie, Népal
<b>INTERNATIONAL</b> : 1% des ressources - 1 partenaire	

## RECETTES – ou d'où proviennent nos ressources ...

### Subventions gouvernementales : 6.337.786 euros

Les subventions reçues du gouvernement fédéral et d'autres autorités sont liées à un plan pluriannuel soigneusement planifié. Toutes nos activités et les résultats à atteindre sont clairement décrits dans ces plans. Chaque année, nous justifions chaque euro que nous recevons du gouvernement. 2018 était la deuxième année de notre programme fédéral pluriannuel qui se terminera en 2021.

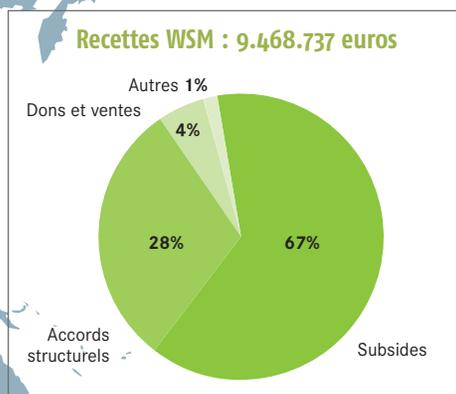
### Nos ressources gouvernementales en détail :

- Subventions du gouvernement fédéral : 5.916.071 euros
- Subventions des gouvernements régionaux (communes, villes, provinces, régions et subventions à l'emploi) : 421.715 euros

### Autres recettes: 3.130.951 euros

Notre organisation doit garantir un pourcentage de moyens propres par rapport aux fonds du gouvernement. De plus, nous mettons en

# (WSM) dans le monde



œuvre un certain nombre de nos projets grâce à nos propres ressources. En plus de nos subventions, nous essayons donc de collecter d'autres fonds par d'autres sources de revenus. Cela nous permet de demeurer une organisation saine et indépendante. Notre défi annuel : obtenir 35% de fonds propres dans notre budget global. Avec 33%, nous avons presque atteint cet objectif en 2018.

## *Nos fonds propres en détail :*

### **Dons et ventes : 379.478 euros**

Nous vous remercions pour votre confiance ! Ensemble, avec 2.557 donateurs et 470 organisations, nous avons récolté 379.478 eu-

ros. Pouvoir compter sur vous nous donne confiance en l'avenir !

### **Legs : 3.050 euros**

Notre plus profond respect va aux personnes qui ont choisi de coucher notre organisation dans leur testament. Une noble action qui finalement donne la vie.

### **Conventions pluriannuelles:**

#### **2.678.712 euros**

Nous pouvons également compter sur des ressources provenant d'accords pluriannuels avec trente-sept partenaires au sein et à l'extérieur du Mouvement ouvrier chrétien.

Solidarité Mondiale-WSM a reçu des fonds liés à ces accords avec :

- ACV-CSC, MC-CM, Femma, kwB, KAJ, beweging.net, MOC, BRS et vdk bank: 1.362.973 euros
- Fonds sectoriels, centrales syndicales, mutualités, organisations constitutives régionales : 1.061.313 euros
- 11.11.11, la coupole flamande des ONG nord-sud : 227.977 euros
- CNCD-11.11.11 et WBI : 26.449 euros

Vous trouverez tous les détails de nos partenaires structurels ainsi qu'un aperçu plus complet de nos activités, du bilan et des comptes de résultats sur: [www.solidaritemondiale.be](http://www.solidaritemondiale.be)

<b>RECETTES 2018</b>		<b>DÉPENSES 2018</b>	
Subsidés	6.337.786 EUR	Volet Sud	6.832.258 EUR
Accords structurels	2.678.712 EUR	Volet Nord	1.642.739 EUR
Dons et ventes	379.478 EUR	Administration générale et financière	781.739 EUR
Legs	3.050 EUR	Récolte de fonds	261.532 EUR
Autres	69.712 EUR		
<b>Total</b>	<b>9.468.737 EUR</b>	<b>Total</b>	<b>9.518.268 EUR</b>



## LES DÉPENSES - ou comment nous atteignons nos objectifs

### Investissement auprès des partenaires

**Sud : 6.832.258 euros**

Avec ce montant, qui représente 72% de nos dépenses, nous poursuivons la lutte contre la pauvreté et les inégalités avec 86 organisations sociales telles que les syndicats, les mutuelles de santé, les associations de femmes et de jeunes de 23 pays.

### Ensemble autour de la vision de Solidarité Mondiale-WSM : 1.642.739 euros

Le travail décent et la protection sociale sont les principaux leviers pour mettre fin à la pauvreté de manière durable. Telle est notre vision et nous voulons convaincre le plus grand nombre de personnes possible, tant en Belgique qu'auprès de différentes institutions internationales. Nous le faisons par la sensibilisation et le travail politique. En 2018, notre campagne #Vêtementsclean est entrée dans sa seconde année.

Nous avons mené et porté cette campagne avec l'ACV-CSC, la CSC Sporta, ACV-CSC METEA, ACV-CSC Services publics, ACV-CSC Alimentation et Services, LBC-NVK, CNE, kwb, OKRA-Sport+, Enéo, EnéoSport, la MC, achACT et la Schone Kleren Campagne.

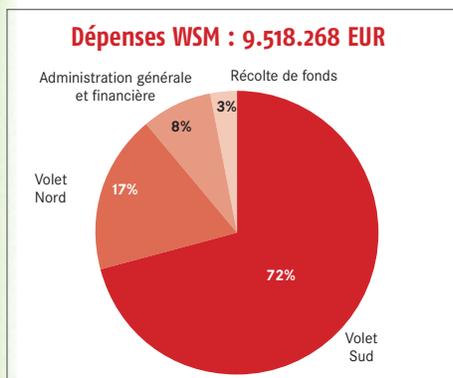
### Garantie de qualité et transparence dans notre travail: 781.739 euros

Qualité, transparence et une bonne communication sont pour nous des priorités importantes.

En 2018, nous avons consacré 8% de nos ressources à la gestion globale de notre organisation. Cela comprend le service financier, la politique du personnel, le soutien permanent à la qualité et la coordination générale. Ensemble, ils garantissent la qualité de notre travail.

### Pérenniser nos moyens: 261.532 euros

Nous avons consacré 3% de nos ressources à la récolte de fonds auprès de nos donateurs structurels et privés. Avec cela, nous avons élaboré de nouvelles actions de promotion et garanti des rapports de qualité à tous nos donateurs.



## LES RÉSULTATS

En 2018, tous nos partenaires ont pu réaliser leurs activités comme prévu. Le volume de toutes nos activités - ici comme sur les continents - a augmenté en 2018, à la suite de la diminution du programme fédéral pluriannuel



noté en 2017. Nous devons cette croissance au démarrage d'un programme au Mali avec Enabel et de nouveaux programmes au Congo (RDC) et en Inde, ainsi qu'avec la région de Bruxelles-Capitale. De plus, nous notons une légère augmentation des activités de notre programme pluriannuel rentré à la DGD. Suite aux coupes budgétaires du gouvernement, nous avons décidé en 2017 de continuer de financer certains partenaires avec nos moyens

propres. En 2018, les subventions venant du gouvernement ont augmenté, ce qui nous a permis de soutenir certains partenaires avec ces ressources.

Le total de nos revenus a augmenté de 4% en 2018 par rapport à 2017. Nous devons cet accroissement à une augmentation de 10% de nos subventions. De ce fait, nous devons également noter une augmentation de nos dépenses de 6% en 2018. Cette augmentation est due, entre autres, à la poursuite de la croissance de notre programme pluriannuel 2017-2021 et au lancement des deux nouveaux programmes susmentionnés.

Nous avons clôturé l'exercice 2018 avec un résultat négatif de 49.531 euros, qui avait été préalablement approuvé par notre conseil d'administration. Nous avons prévu ce résultat car nous avons investi davantage dans la recherche de diversification de nos ressources. Comme cette recherche portait déjà ses fruits et que nous avons pu lancer quelques nouveaux programmes, nous avons réussi à limiter le résultat négatif et avons terminé l'année avec un résultat négatif légèrement inférieur aux prévisions. 



*En 2018, ce sont les actions de 86 partenaires en Afrique, Amérique latine et en Asie qui ont été soutenues.*

### **Solidarité Mondiale-WSM est membre de l'AERF, l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds**



L'AERF garantit la qualité morale de la récolte de fonds et la transparence des comptes de ses membres. Elle vérifie si une organisation acquiert ses ressources de manière éthiquement responsable. L'AERF effectue un contrôle annuel des chiffres de ses membres. Nous avons encore obtenu d'excellents résultats lors de leur inspection en 2018. Nous prenons soin de votre argent et le dépensons correctement. Notre adhésion à l'AERF en est une preuve !

GUATEMALA



Les jeunes

aux commandes pour  
une transition juste !

PAR SANTIAGO FISCHER

*Il n'y a pas qu'en Belgique que des jeunes manifestent pour le climat. Depuis 2016, les jeunes de notre organisation partenaire, le MTC, se battent pour leur environnement. Ces jeunes courageux, enthousiastes et avec une volonté féroce déplacent des montagnes.*

*« Nous faisons clairement  
l'expérience des effets  
du changement  
climatique ici.  
Les sources d'eau  
s'assèchent.*

*Les périodes de sécheresse  
se succèdent beaucoup  
plus rapidement  
qu'auparavant »*

*Justo Jimenez,  
directeur du MTC.*

© WSM

**J**usto Jimenez, directeur du MTC, explique : « *La région frontalière où nous sommes actifs (San Marcos) est sous le joug de l'industrie minière. Les forêts cèdent la place à des projets d'extraction aurifère en masse. L'érosion et la pollution des sols rendent les terres agricoles inutilisables. Les réservoirs de nouvelles centrales électriques nettoient toutes les zones naturelles. Nous faisons également clairement l'expérience des effets du changement climatique ici. Les sources d'eau s'assèchent. Les périodes de sécheresse se succèdent beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Il n'est pas surprenant que tous ces faits alertent les jeunes.* »

Appliquant la méthodologie chère à l'homme d'Église belge Joseph Cardijn du 'Voir, Juger, Agir', un noyau d'une dizaine de jeunes a d'abord commencé à s'informer autour de la thématique de la transition écologique et durable. « *Les participants se sont formés au sein de notre école politique et puis ont commencé à organiser des ateliers internes, afin de mieux saisir toutes les subtilités de cette thématique, qui s'avère très complexe lorsqu'on commence à la creuser. Nous avons même eu quelques jeunes qui ont reçu des bourses d'études de la coopération internationale afin de se former à l'étranger* », se réjouit Justo Jimenez.

### **Campagne de sensibilisation contre les ordures**

Solidement formés, les jeunes ont ensuite commencé à réfléchir ensemble à ce qu'ils pouvaient faire concrètement, à leur échelle, pour lutter contre le changement climatique. « *La première chose qui nous est venue à l'esprit, c'est que nous devons conscientiser tout un chacun à l'importance de la gestion des déchets* », nous explique Yenifer Jimena Gonzales. « *Cela peut paraître anodin, mais nous sommes persuadés qu'il faut avant tout que les citoyens comprennent qu'ils peuvent eux-mêmes contribuer à un environnement propre* ». Le groupe a ainsi commencé à arpenter les villages du département afin de sensibiliser la population. « *Nous devons tout reprendre depuis le début. Il fallait expliquer pourquoi il était nocif de jeter ses poubelles dans les cours d'eau. Heureusement, le*



*Trois-cents jeunes organisent chaque année trois campagnes de ramassage de déchets.*

© WSM

**Le MTC (Movimiento de Trabajadores Campesinos)** est un mouvement de travailleurs et d'agriculteurs qui se battent pour de meilleures conditions de vie et de travail. Avec des campagnes et des formations dans sa propre école politique, le MTC renforce la population locale et la sensibilise aux nombreux défis de société. Le MTC organise également des formations professionnelles et tente de peser sur la politique locale. Il est solidement implanté dans onze localités au sein du département de San Marcos, à la frontière sud-ouest que le pays partage avec le Mexique.



Le reboisement, une activité pour tous les âges !

*message est bien passé et on peut désormais dire que les personnes touchées comprennent cet enjeu. Pour cela, nous organisons régulièrement des campagnes de ramassage des déchets dans les communautés »* explique-t-elle.

### Ré-apprendre la culture des plantes médicinales

*Justo Jimenez : « Nous considérons cette phase de prise de conscience comme un point de départ pour le reste de nos actions. Nous notons que différents groupes locaux développent à présent leurs propres actions qu'ils élaborent avec les citoyens de leur communauté. Par exemple, il existe des ateliers de culture de plantes médicinales. Nous revenons ici sur la connaissance de nos ancêtres et redécouvrons les propriétés médicinales des plantes. Cela offre des avantages majeurs. Les plantes médicinales constituent une alternative valable et peu coûteuse aux médicaments traditionnels. Ces derniers ne sont pas seulement très chers, ils sont également très rares dans notre pays. Des dizaines de jeunes gens entrepreneurs cultivent à présent des plantes médicinales sur des parcelles disponibles. Avec ce type d'ateliers, la conscience écologique grandit parmi la population. Nous leur rappelons que l'industrie pharmaceutique est également un secteur très polluant. »*

### Un festival environnemental militant

En effet, les mines d'or et d'argent pullulent, avec toute la contamination des sols et des eaux qu'elles traînent dans leur sillage. Fortes de cette prise de conscience, les populations commencent à agir contre ces entreprises, en organisant une résistance active et bloquant les activités industrielles lorsqu'un cas de pollution est remarqué. Coupables d'un déboisement intensif de certaines zones, les industries



Un festival haut en couleurs dédié à la Terre-Mère.

© W&K

extractives sont pointées du doigt par la population mécontente de voir ces zones naturelles détruites. En réponse, le MTC a décidé d'organiser de nouveaux groupes d'action qui se focalisent sur le reboisement massif de zones déforestées. Les citoyens se mettent à l'ouvrage et apportent leur pierre à l'édifice dans la lutte contre les dégâts environnementaux.

Depuis deux ans, au mois de décembre, un festival de « défense de la Terre-Mère et des droits environnementaux » est organisé par le MTC à San Marcos. Cet évènement, rassemblant quelques centaines de personnes, a été pensé afin de « rassembler les énergies et montrer qu'il existe une masse critique de personnes dans notre région en faveur d'un transition juste et écologique », motive Justo Jimenez. Outre des concerts, des ateliers de sensibilisation sont dispensés et permettent aux différents groupes d'action de recruter davantage de volontaires pour mener à bien leurs missions citoyennes. Cet évènement véhicule clairement un message dirigé vers les autorités politiques locales, jugées coupables de favoriser l'implantation de mégaprojets nocifs pour l'environnement.

Il existe de nombreuses lois nationales découlant directement de traités internationaux qui obligent les entreprises et l'État à protéger l'environnement. Malgré cela, leur respect reste très compliqué sur le terrain des opérations. « Nous avons donc décidé de plutôt nous focaliser sur le changement au niveau local. Nous avons désormais noué des liens avec d'autres organisations locales de sauvegarde de la biodiversité avec qui nous menons nos acti-

vités de sensibilisation et de pression politique. Nous espérons bien évidemment que cette dynamique régionale fera des petits et que bientôt d'autres régions embrayeront à leur tour ! », conclut Justo Jimenez.

Mais un grave danger guette le MTC et ses militants. Des multinationales présentes sur le territoire régional, mécontentes des actions impactant directement leurs activités commerciales, ont entrepris, avec la complicité des autorités étatiques, de criminaliser à tout prix la contestation sociale. Sont visés en premier lieu les défenseurs de l'environnement, qui sont délégitimés par des campagnes publiques de dénigrement, mais aussi menacés voire assassinés. Face à cela, le MTC outille et forme ces militants afin qu'ils apprennent à faire face à ces menaces pacifiquement. 

### Action menée avec les jeunes

Organisés dans onze groupes sur la région, les jeunes cherchent ensemble des solutions aux problèmes de leur communauté. 300 jeunes de 8 à 25 ans organisent une campagne de récolte des déchets au moins trois fois par an et une campagne de recyclage quatre fois par an. Ensemble, ils plantent environ 800 arbres par an. Deux fois par mois, c'est via un programme radio qu'ils diffusent leur message de protection de l'environnement.

Afrique de l'Ouest

# Une assurance maladie grâce aux réseaux WSM

PAR UZZIEL TWAGILIMANA ET VALÈRE KOFFI-PIHOUN

*Disposer d'un bon médecin dans la région, vous faire rembourser un médicament nécessaire mais coûteux, bénéficier d'un congé maladie lorsque vous êtes souffrant, sans pour autant perdre une partie de vos revenus... Si pour nous, ces situations semblent aller de soi, il en va autrement pour 80 à 90% de la population africaine. Afin d'assurer à l'avenir l'accès à la protection sociale de leurs populations, plusieurs gouvernements ouest-africains ont opté pour le développement d'une assurance maladie universelle.*



# universelle

**N**os partenaires mutualistes proposent des soins de santé de qualité et à un prix abordable pour leurs membres. En ce sens, ce système est comparable à ce que font nos mutuelles ici : une cotisation vous permet de vous faire soigner lorsque vous en avez besoin. Toutefois, et contrairement à chez nous, tout le monde n'est pas membre d'une mutuelle de santé. Au Mali, au Sénégal et au Burkina-Faso, les mutuelles de santé se développent particulièrement bien et, par conséquent, un rôle prépondérant dans l'extension de la CMU<sup>1</sup> leur a été confié par les gouvernements.

On doit en partie cette décision au travail de plaidoyer politique effectué par nos partenaires mutualistes en Afrique. En effet, en plus de leurs activités principales, ils mènent un travail de plaidoyer intense auprès des décideurs politiques afin que les soins de santé puissent être accessibles à tous et toutes. Unis avec des syndicats, des coopératives, des organisations et femmes et avec d'autres mouvements sociaux, ils ont formé un 'Réseau National et Régional pour le Droit à la Protection Sociale'. Ces dernières années, ils ont réussi à influencer un certain nombre de décisions politiques importantes. Zoom sur quelques-unes d'entre elles...

## Burkina Faso



Au Burkina Faso, les actions de plaidoyer de nos partenaires portent leurs fruits ! En effet, ils ont soutenu auprès du gouvernement l'adoption de la méthode de travail actuelle des mutualités burkinabées comme base pour le



© TIM DIRVEN

développement du Régime d'Assurance Maladie Universel (RAMU). Avec succès puisque le gouvernement s'est effectivement engagé dans cette voie. Ainsi, nos partenaires se sont assis à la table des négociations et ont participé à l'élaboration des règles concernant l'opérationnalisation du RAMU. Par ailleurs, le gouvernement travaille actuellement, en collaboration avec les mutuelles de santé, sur un projet pilote d'accès à la protection sociale pour les travailleurs du secteur informel, dans deux régions du Burkina. Aujourd'hui, grâce au RAMS, c'est 29.000 personnes qui ont accès à des soins de santé abordables !

## Mali



Le travail de plaidoyer du réseau de protection sociale mené par nos partenaires a également été couronné de succès au Mali. En effet, un certain nombre de lois sociales ont été adop-

1. Une CMU = Couverture Maladie Universelle

tées, dont une loi concernant un système universel d'assurance maladie et une loi établissant les droits des personnes handicapées. Le réseau a été associé à la détermination des modalités d'application de l'assurance maladie et à la mise en place d'un Fonds national de garantie des mutuelles sociales. En plus de tout cela, le Mali prend des mesures en faveur d'une protection sociale pour tous et toutes. Aujourd'hui, notre organisation partenaire UTM compte 33 mutuelles de santé et touche ainsi 11.293 personnes vulnérables !

*Un fait encourageant : en Afrique de l'Ouest, les mutuelles de santé ont été renommées mutualités sociales. La raison ? Elles ont l'ambition de couvrir d'autres risques sociaux que ceux liés exclusivement à la santé. Une bonne perspective...*

## Sénégal



Quant au Sénégal, le gouvernement a mis en place une stratégie globale d'extension de la protection sociale, caractérisée par une articulation entre les mutuelles de santé et un système de transferts sociaux. Ces transferts sociaux consistent en des bourses familiales pour les familles les plus pauvres, des cartes d'égalité des chances pour les personnes vivant avec un handicap et un plan de pension pour le troisième âge. Là aussi, les mutuelles de santé sont reconnues comme étant le mécanisme de base pour le développement d'une assurance santé universelle. Aujourd'hui, notre partenaire GRAIM regroupe 170 mutuelles de santé, permettant d'offrir des

*Un plan de pension pour le troisième âge*



*Le développement de la protection sociale en Afrique de l'Ouest, un enjeu politique de taille.*

© MSF

soins de santé abordables et de qualité à quelques 325.000 personnes.

## Bénin

Les autres pays d'Afrique de l'Ouest ne sont pas en reste. En effet, l'Etat béninois s'intéresse à la mise en place d'un mécanisme qui couvrirait l'assurance maladie, l'éducation, le micro-crédit ainsi que l'assurance pension pour les personnes les plus vulnérables. Notre réseau est associé au mouvement mutualiste béninois ; ensemble, ils veulent faire en sorte que les organisations mutualistes aient un rôle à jouer dans la mise en place de ce nouveau système. Aujourd'hui, nos partenaires béninois APROSOC et RAS offrent des soins de santé à 38.000 personnes via 72 mutuelles de santé locales.

## Togo

Au Togo, le Réseau pour le Droit à la Protection Sociale agit aux côtés des organisations

mutualistes pour que les services de l'Institut National d'Assurance Maladie (comparable à notre Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité, INAMI) soient étendus à l'ensemble de la population. Ils exigent également que l'on consacre un rôle important aux mutuelles de santé dans ce processus.

Unis dans leurs réseaux multi-acteurs, nos partenaires mènent de nombreuses actions de lobbying social et politique dont le résultat est impressionnant. La volonté politique qui est exprimée aujourd'hui par les différents gouvernements ouest-africains est le résultat d'un travail courageux, cohérent et stratégique effectué par nos partenaires.

### Préparation et échanges: les clés du succès

Nos partenaires d'Afrique de l'Ouest ont défini leurs stratégies communes de plaidoyer lors de moments d'apprentissage nationaux et régionaux. Régulièrement réunis, ils ont examiné les normes internationales en matière de protection sociale et les systèmes nationaux de protection sociale existant et ont listé les défis

les plus urgents par pays. C'est ainsi qu'ils sont parvenus à élaborer des positions communes concernant les différents enjeux nationaux et supranationaux. Il s'avère que le rôle des mouvements sociaux dans le développement de nouveaux systèmes de protection sociale figurait en tête de liste de ces enjeux. En deuxième place, on retrouve la ratification et la transposition en droit national des principales conventions de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) sur la protection sociale. Enfin, en troisième place, c'est l'importance d'une bonne coordination entre les différentes mesures de sécurité sociale qui fut soulignée.

Les programmes nationaux de protection sociale se sont effectivement améliorés. Un responsable du gouvernement guinéen, chargé du développement de la protection sociale, en témoigne: « Ces différents appuis nous ont permis d'élaborer un projet de loi sur les mutuelles de santé et de cerner l'importance d'impliquer les organisations mutualistes ainsi que le réseau national multi-acteurs à l'élaboration de la politique nationale de protection sociale.

*Aujourd'hui, en Guinée, nous avons réussi à développer une loi sur les mutuelles de santé qui reconnaît et respecte celles déjà existantes. A l'avenir, nous souhaitons maintenir une relation partenariale durable entre WSM et nos services publics afin que nous puissions continuer à renforcer nos capacités. »*

Nos partenaires, rassemblés au sein d'un «réseau zonal» (pour la région de l'Afrique de l'Ouest), ont également influencé les politiques au niveau régional. Le réseau zonal a ainsi pris position sur les règles de suivi et de fonctionnement nécessaires aux nouveaux systèmes de protection sociale. Ces positions ont été reprises dans les textes juridiques adoptés au niveau de l'UEMOA, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

Nos partenaires sociaux ont clairement un rôle à jouer dans le développement de la Couverture Maladie Universelle (CMU) en Afrique de l'Ouest. **Le plus important maintenant est de veiller à ce que toutes les petites victoires et grandes réalisations soient préservées et deviennent incontournables.** 





# Un salaire minimum vital pour toutes et tous !

PAR BRUNO DECEUKELIER

*Vivre pour travailler ou travailler pour vivre ? La réponse à cette question devrait être évidente. Nous devrions tous et toutes pouvoir travailler décemment afin de mener une vie digne. Pourtant, la réalité est toute autre. Ils sont des millions, en Asie et ailleurs, à travailler d'arrache-pied non pas pour vivre, mais pour survivre. En effet, le salaire minimum, fixé par la loi, est bien souvent bien trop bas que pour permettre aux travailleurs de vivre dignement.*

**P**renons le cas de l'Inde, par exemple, où il apparaît, selon une étude menée par nos partenaires, que dans dix-neuf de ses vingt-six Etats, le salaire minimum est inférieur au seuil de pauvreté. L'augmentation de ces salaires minima ne pourra se réaliser qu'à travers une lutte résolue et un travail de longue haleine. Nous pouvons compter sur nos partenaires pour mener ce combat.

## Rien de nouveau sous le soleil

Par ailleurs, recevoir un salaire vital est un droit humain fondamental, inscrit depuis 1948 par les Nations Unies dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. L'article 23 l'énonce clairement : « *Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine* ». Cette revendication ne date donc pas d'hier, et pour-

tant, combien de temps faudra-t-il encore avant que l'article 23 ne devienne enfin réalité ?

## Indonésie : La persévérance des syndicats face à la loi

Certains pays font tout pour que leur compétitivité s'améliore et pour ainsi attirer des investisseurs étrangers. L'Indonésie n'échappe pas à cette règle. En 2015, le gouvernement a décrété que le salaire minimum ne pourrait augmenter que lorsque le PNB serait en hausse, ou en cas d'inflation.

Lier ainsi le salaire minimum à l'inflation ou à la croissance économique permet d'empêcher toute détérioration des salaires par rapport au niveau de prospérité générale du pays. Ainsi, cela se rapproche du système d'indexation des salaires en Belgique. Toutefois, il ne s'agit pas d'une réelle amélioration de la situation salariale des travailleurs. En effet, cette situation est très dangereuse car elle va à l'encontre du droit fondamental des syndicats à la négociation collective des salaires, consacré par la convention de l'OIT concernant le salaire minimum.

La loi en question ne changera probablement pas de suite, ce que nos partenaires syndicaux ont bien compris. Ainsi, ils concentrent leur travail au niveau des entreprises elles-mêmes. En effet, la nouvelle législation a introduit l'obligation de créer une échelle salariale au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire qu'à chaque emploi doit correspondre un salaire fixé en fonction du type de travail, des heures prestées, du niveau d'instruction demandé et des compétences requises. Or, jusqu'à présent, la plupart des entreprises n'ont pas pris de mesures en ce sens. C'est précisément ici qu'entrent en jeu nos partenaires : ils forment leurs dirigeants syndicaux locaux sur les enjeux liés à la fixation de structures salariales, ce qui leur permet de négocier au niveau de leur entreprise et d'ainsi essayer d'obtenir les meilleurs salaires possibles.



Inde : les travailleuses domestiques exigent un salaire minimum vital.

En 2018, notre partenaire syndical, KSBSI, a **formé 384 militant.e.s et dirigeant.e.s syndicaux dans dix provinces** sur les barèmes salariaux. Par conséquent, c'est **plus d'un million de personnes qui ont été informées** par le syndicat de la nouvelle loi sur le salaire minimum et les structures de salaire.

## Inde : La colère des travailleur.euse.s domestiques

Le secteur informel grandit de jour en jour en Inde où pas moins de 94% des personnes actives travaillent « au noir » et, par conséquent, sans aucun contrat ni aucune forme de protection sociale. Cette situation précaire n'est que rarement le choix du travailleur : il n'y a tout simplement pas assez d'emplois formels et la plupart des indiens et indiennes n'ont pas reçu une formation suffisante pour postuler pour ceux-ci.

Au cours des dernières années, nos cinq partenaires en Inde ont examiné de près le niveau des salaires dans trois secteurs où le travail informel est prépondérant : le travail domestique, l'agriculture et la construction. Chaque année, un secteur est mis à l'honneur dans une campagne et en 2018, ce fut au tour du secteur du travail domestique. Sous la di-

rection du NDWM<sup>1</sup>, une organisation qui défend les droits des travailleuses et travailleurs domestiques, nos partenaires ont mené une campagne en faveur d'une hausse du salaire minimum, négociant avec des dirigeants politiques et des diplomates. En outre, une délégation de travailleuses domestiques a rencontré vingt membres du Parlement indien et a remis plus de 150.000 signatures au Premier Ministre demandant de mettre en place une législation nationale pour le personnel domestique.

Ainsi, en 2018, après près de vingt ans de campagne, le gouvernement de l'État du Tamil Nadu, dans le sud du pays, a instauré un salaire minimum pour les travailleurs domestiques. Bien que ceci soit un succès en soi, le salaire minimum fixé fut décevant : seulement 39 roupies de l'heure, soit 50 cents.

La violence, le non-paiement des salaires, les heures supplémentaires obligatoires, l'exploitation ou encore le licenciement abusif : voici autant de problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs domestiques et contre lesquels le NDWM se bat au quotidien.

## NGWF au Bangladesh : #WeNeed160

L'industrie du textile est l'un des secteurs économiques les plus importants du Bangladesh. Pourtant, la dernière augmentation du salaire minimum a eu lieu en 2013, juste après la catastrophe du Rana Plaza, portant ainsi le salaire mensuel minimum à 55 euros, un montant très insuffisant. Notre partenaire syndical, le NGWF<sup>2</sup>, ainsi que d'autres syndicats du secteur textile, unis dans un réseau, ont travaillé durement pour que le montant du salaire minimum soit revu. Après quatre années sans augmentation ni indexation, le NGWF a exigé, au travers de la campagne #WeNeed160, un nouveau salaire minimum de 160 dollars (soit 146 euros).

Le salaire minimum exigé par le NGWF est comparable à celui en vigueur dans d'autres secteurs nationaux. Par exemple, les employés du gouvernement gagnent 173 euros par mois tandis que le salaire minimum mensuel pour les tanneurs est de 130 euros et que celui des ouvriers dans des chantiers de démolition at-

1 NDWM=National Domestic Workers Movement

2 NGWF=National Garment Workers Federation

Bangladesh : manifestations pour de meilleurs salaires dans l'industrie du textile.



© NDWM

teint les 163 euros. En outre, si l'on compare le salaire minimum des travailleurs du textile au Bangladesh à celui d'autres pays, il apparaît clairement que la demande n'est pas excessive : 146 euros en Chine, 102 euros au Vietnam et 320 euros en Turquie. En 2018, l'État bangladais a finalement concédé une augmentation de salaire. Malheureusement, ce nouveau salaire n'est que de 83 euros ! On ne peut vivre de ce salaire, même au Bangladesh.

Depuis lors, le NGWF a formulé un certain nombre de demandes spécifiques lors de manifestations et par le biais de campagnes sur les réseaux sociaux :

- Le salaire minimum officiel de 2018 doit être reconsidéré et augmenté !
- Une structure salariale pour tous les emplois du secteur textile doit être créée et appliquée.
- Afin de contrôler l'inflation, une augmentation de salaire annuelle de 10% doit être systématiquement appliquée.

*66 millions de Philippins  
survivent avec 2,7 euros  
par jour.*

© WWSM





*Philippines : un climat politique tendu pour les militants et syndicalistes.*

## Philippines : Une plateforme pour la hausse du salaire minimum

‘All Workers’ Unity’ est une plateforme de campagne qui rassemble des syndicats militant pour des salaires viables et à laquelle trois de nos partenaires sont affiliés. Alors que le coût de la vie d’une famille est estimé à 635 euros par mois, des millions de Philippins survivent avec moins de 2,7 euros par jour. Pour l’instant, une hausse du salaire minimum est négociée lors de consultations provinciales réunissant le gouvernement, les organisations d’employeurs et certains syndicats, du moins ceux qui sont tolérés. ‘All Workers’ Unity’ et ses organisations composantes ne participent pas à cette consultation provinciale. En effet, la plateforme souhaite que les salaires minimaux ne soient plus fixés à un niveau provincial mais qu’il existe un cadre législatif pour un véritable revenu minimum national, valable pour tout philippin.

Toutefois, nous sommes encore loin du compte : les organisations syndicales de la plateforme connaissent une répression croissante

depuis 2017, marquée par des arrestations arbitraires de militants syndicaux, des menaces verbales et physiques, et des campagnes de difamation agressives dans les médias. Au vu du climat actuel, il devient de plus en plus difficile d’entamer un dialogue constructif sur les exigences de la plateforme. Solidarité Mondiale soutient de tout cœur ses partenaires philippins dans leur combat pour garantir aux travailleurs et travailleuses un salaire décent. [CR](#)



# Un financement durable de la **protection sociale** est-il possible ?

PAR BART VERSTRAETEN

*La protection sociale est de plus en plus considérée comme une priorité dans le monde entier. Le thème occupe donc une place de choix et bien méritée dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Malgré ce consensus, une interrogation fondamentale persiste: comment payer une telle protection sociale universelle ? C'était la question centrale de la conférence internationale organisée par Solidarité Mondiale-WSM avec la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Friedrich Ebert Stiftung (FES).*

**B**ruelles, septembre 2018. Solidarité Mondiale-WSM, la CSI et FES réunissent plus de 100 représentants de syndicats, d'organisations de la société civile et d'organisations internationales, notamment de l'Union européenne, de l'Organisation internationale du Travail, du Fonds monétaire international, de l'OCDE et de la Banque mondiale. Ensemble, tous ces participants ont réfléchi à des formes de financement éprouvées et innovantes. Et il fut frappant de constater une forme de consensus sur le financement durable de la protection sociale. Cela se traduit clairement dans les recommandations communes de la conférence:

- Assurer un bon 'mix' entre cotisations sociales et impôts.
- Prêter une attention particulière aux assurances sociales, elles constituent un mécanisme de solidarité entre les employés et les employeurs.
- Au moins tout aussi important: ne pas perdre de vue les innombrables initiatives de l'économie informelle (fonds mutuels, coopératives, etc.). La majorité de la main-d'œuvre en Afrique, en Asie et en Amérique latine provient de cette économie informelle. C'est précisément la raison pour laquelle ces initiatives méritent d'être soutenues, de manière à

pouvoir être davantage développées et finalement intégrées dans les politiques nationales de protection sociale.

- Éliminer toutes les formes d'évasion et de fraude fiscales. Les taxes peuvent en effet être redistributives mais cela n'est possible que si tout le monde contribue, tant les travailleurs que les entreprises.

*« Solidarité Mondiale-WSM se réjouit des résultats de la Conférence. C'est le fruit d'une importante collaboration avec la CSI et FES. Si nous voulons que la protection sociale universelle devienne une réalité, les syndicats et les autres organisations de la société civile doivent conclure des alliances stratégiques. La CSI, FES et Solidarité Mondiale-WSM veulent donner ensemble ce signal important. Parce qu'en unissant nos forces, nous sommes plus crédibles et pouvons avoir plus d'impact », a déclaré Bart Verstraeten, secrétaire politique de Solidarité Mondiale-WSM.*

*« Diverses organisations de notre réseau autour du droit à la protection sociale ont participé activement à la Conférence. Nous en incluons les lignes directrices de conclusion dans nos travaux politiques aux niveaux national, continental et international pour les années à venir », conclut-il. *



Asie

# Forte dans un réseau de protection sociale

PAR KOEN DETAVERNIER

*Les systèmes de protection sociale sont également en plein développement en Asie. Des travaux sont en cours sur les systèmes de retraite et les prestations de maladie et de chômage. Il est important que ceux-ci deviennent vraiment solidaires et vraiment accessibles à toutes et à tous ; également pour la majorité de la population qui se trouve dans l'économie informelle. C'est pourquoi les mouvements sociaux ont un rôle important à jouer dans leur développement.*

C'est précisément pour revendiquer ce rôle que nos partenaires asiatiques ont décidé en 2017 de construire un réseau et d'unir leurs forces. Avec l'ANRSP ou le «Réseau asiatique pour le droit à la protection sociale», ils souhaitent peser ensemble sur les décisions prises dans leur région. En 2018, l'ANRSP faisait ses premiers pas.

## Base pour le travail politique au niveau continental

Début 2018, lors d'un séminaire à Manille, nos partenaires ont échangé sur le thème des salaires décents et de la protection sociale, ainsi

que des experts de l'Organisation internationale du Travail et de la Confédération syndicale internationale. Ils ont formulé des positions communes: la base du travail politique au niveau continental. Le Réseau posait donc ses premiers jalons.

## Construire des ponts crée une nouvelle dynamique

L'ANRSP a pour particularité de réunir des syndicats, des ONG et d'autres mouvements sociaux défendant le droit à la protection sociale. C'est une valeur ajoutée étant donné que tout le monde a son propre réseau et cela ouvre des portes. L'ANRSP s'est positionné dans le vaste

En 2018, l'ANRSP ou «Réseau asiatique pour le droit à la protection sociale» faisait ses premiers pas.



## Qu'est-ce que l'AEPF?

L'Asia Europe People's Forum est un réseau d'ONG asiatiques et européennes engagées dans la justice sociale, économique et climatique. Le Forum se réunit tous les deux ans, chaque fois à la suite d'un sommet ASEM (Asia Europe Meeting). Un sommet ASEM est une réunion des dirigeants d'États et de gouvernements d'Europe et d'Asie. Ils concluent des accords sur les aspects politiques et économiques de la coopération entre l'Europe et l'Asie. Lors d'un tel sommet de l'ASEM, l'agenda de la dimension sociale n'a généralement que peu de place. Mais l'AEPF est reconnu par l'ASEM comme représentant officiel de la société civile et peut donc y faire des interventions officielles. Ces interventions se préparent pendant le Forum.



© WSM

monde des organisations de la société civile en Asie. Cela a conduit à une collaboration avec deux autres réseaux asiatiques aux vues similaires.

### ASEM, UE et ASEAN : Influencer la politique au plus haut niveau

En collaboration avec ces deux autres réseaux, WSM et l'ANRSP ont organisé un atelier sur la protection sociale lors du Forum des peuples Asie-Europe (AEPF) à Gand en octobre 2018. Nous avons ainsi réussi à influencer la «Charte des droits de protection sociale» approuvée lors du Forum. Dans cette charte, le rôle des organisations de la société civile dans la réalisation de la protection sociale pour toutes et tous est à présent formulé plus clairement.

Grâce à la coopération entre l'ANRSP et divers autres réseaux, certains de nos part-

naires ont pu rencontrer et échanger avec des députés européens progressistes sur la protection sociale. L'ANRSP a également pu participer à la conférence de la société civile de l'ASEAN. Il s'agit d'une autre réunion d'organisations de la société civile qui a eu lieu au sommet de l'ASEAN : la réunion des chefs d'État de dix pays d'Asie du Sud-Est.

Les premières étapes de notre réseau sont un fait. Et pour nous, c'est déjà clair : les réseaux ouvrent des portes et offrent une véritable opportunité pour tendre vers une protection sociale pour toutes et tous ! 🌱



à 84 euros. Une amélioration ? Oui. Un compromis ? Également... Car même au Bangladesh, 84 euros ne suffisent pas pour vivre. Mais nos partenaires sont courageux. Par différents biais, ils ont informé près de 300.000 personnes sur les droits du travail, sur le salaire minimum et la protection sociale.

Nécessaire, quand vous savez qu'un.e ouvrier.ère du secteur de l'habillement doit travailler en moyenne 70 heures par semaine et qu'il ne lui reste pas toujours assez pour se rendre chez le médecin. Nos partenaires syndicaux ont également formé 320 militant.e.s en sécurité et santé au travail, ainsi qu'à la négociation collective. Ils ont également fourni une assistance juridique à près de 700 travailleurs dont les droits du travail avaient été bafoués. Ils ont amené 3.000 personnes dans les rues pour défendre une meilleure protection sociale, des usines sûres, un salaire minimum plus élevé et la liberté d'association. Enfin, ils ont réussi à recruter 2.640 nouveaux membres.

### Usines contrôlées pour la sécurité incendie

Au Bangladesh, il existe environ 5.000 usines de confection où travaillent quatre millions de personnes. Beaucoup de ces bâtiments sont délabrés et vétustes. Dangereux donc d'y travailler... Au cours des 25 dernières années, au moins 2.200 travailleurs du secteur de l'habillement sont morts dans 300 incidents.

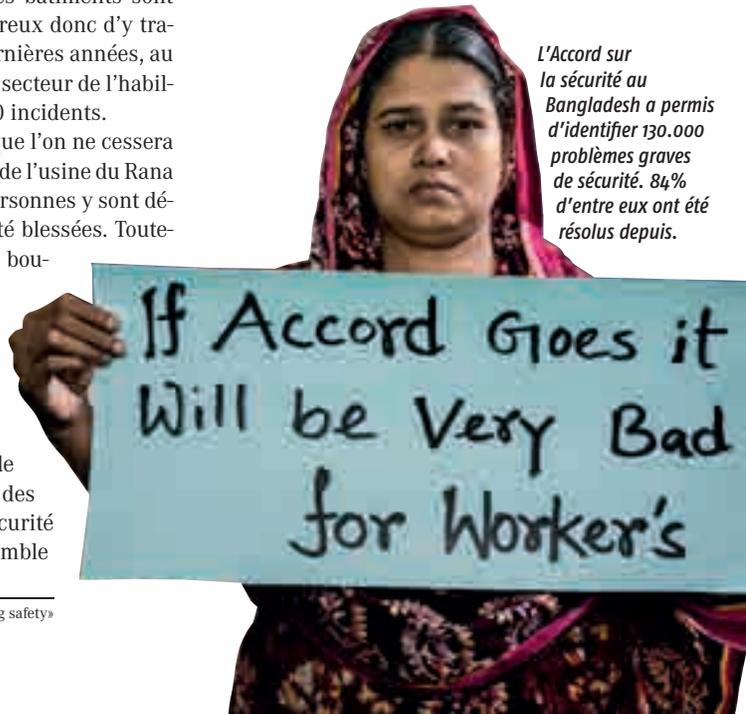
Triste point culminant que l'on ne cessera de rappeler : l'effondrement de l'usine du Rana Plaza en avril 2013. 1.134 personnes y sont décédées. Plus de 2.000 ont été blessées. Toutefois, cette catastrophe a fait bouger les choses : en 2015, 220 marques de vêtements, détaillants, fabricants et syndicats ont signé l'« Accord du Bangladesh sur la sécurité des bâtiments »<sup>1</sup>. Les entreprises ont accepté de soumettre leurs usines à des inspections en termes de sécurité et ont promis de payer ensemble



les coûts des rénovations à entreprendre. Depuis lors, plus de 1.500 usines ont été inspectées et plus de 130.000 problèmes graves de sécurité ont été identifiés. 84% d'entre eux ont été résolus depuis. Cet Accord a expiré en mai 2018 mais fut suivi par un deuxième accord, signé par 193 entreprises dont onze sont belges. C'est quatre de plus qu'en 2015 !

Pendant, cet Accord est sous pression aujourd'hui. Le gouvernement du Bangladesh veut prendre en charge les contrôles de sécurité. Nous craignons que cela ne détériore la sécurité. Ensemble avec nos partenaires, nous suivons de près la situation.

*L'Accord sur la sécurité au Bangladesh a permis d'identifier 130.000 problèmes graves de sécurité. 84% d'entre eux ont été résolus depuis.*



<sup>1</sup> «Bangladesh Accord on fire and building safety»



#VÊTEMENTS CLEAN : 46.275 signatures récoltées en 2017 et 2018 ont été remises au ministre du Travail, Kris Peeters.

© WSM

### Des entreprises belges s'engagent pour des #vêtementsclean

En 2018, la société de vêtements ECG - société mère de E5 Mode - a rejoint la Fair Wear Foundation (FWF). Les membres de celle-ci doivent certifier et s'assurer que tous leurs travailleur.euse.s reçoivent un salaire viable et sont libres de s'affilier à un syndicat, y compris auprès des entreprises sous-traitantes. Félicitations à E5 Mode. Cela porte le total actuellement à sept entreprises belges affiliées à la Fair Wear Foundation !

### 46.000 fois : «Oui, nous voulons des vêtements clean !»

Tout comme en 2017, en 2018, nous avons recueilli plus de vingt mille signatures à notre pé-

tition. Avec certaines organisations du Mouvement, comme la CSC, nous avons rencontré des sociétés belges de fabrication de vêtements de sport pour leur demander d'être transparentes et de garantir des conditions de travail correctes à tou.te.s leurs travailleur.euse.s, y compris celles et ceux de l'autre bout du monde. Malheureusement, leur réponse a été choquante et alarmante, la grande majorité des marques utilisant l'argument qu'elles n'en voient pas la «plus-value commerciale» pour leurs produits.

Nous avons également rencontré différents cabinets ministériels et réuni des décideurs. Jusqu'ici, peu de mesures concrètes ont suivi. Le 15 février 2019, nous avons remis nos 46.275 signatures au ministre du Travail, Kris Peeters. Nous avons exigé de rendre la transparence de la chaîne de production obligatoire et de fournir un cadre législatif qui guide la production éthique de vêtements. Si nous voulons changer fondamentalement le monde du vêtement, nous avons besoin de lois qui obligent les entreprises à respecter les droits humains ! Le ministre a fait preuve de compréhension. Nous continuerons à taper sur le même clou dans l'avenir. Egalement avec le prochain ministre !

Voulez-vous changer les achats dans votre organisation ? Surfez sur [www.solidaritemondiale.be](http://www.solidaritemondiale.be) ou [www.vêtementsclean.be](http://www.vêtementsclean.be) 

## Changer son comportement d'achat : cinq astuces

**1 Résistez aux tentations de la «fast fashion».** N'achetez pas un pantalon parce qu'il ne coûte que 10 euros, mais achetez-le parce que vous en avez vraiment besoin ! Optez pour la qualité. De cette façon, votre pantalon durera plus longtemps et vous prendrez soin de l'environnement.

**2 Échangez, recyclez, réparez, achetez d'occasion.** Pour donner une seconde vie à vos vêtements et à ceux des autres !

**3 Achetez auprès de marques membres de la Fair Wear Foundation (FWF),** car elles attachent de l'importance au respect des droits des travailleur.euse.s. Les membres de la FWF sont par exemple : Bel & Bo, JBC ou E5 Mode. Consultez le site de la FWF : [www.fairwear.org](http://www.fairwear.org)

**4 Osez poser des questions.** Lorsque les marques de vêtements réalisent que leurs clients attachent de l'importance aux conditions de travail dans leur secteur, elles se sentent sous pression. C'est ainsi que vous insufflerez un vent de changement !

**5 Soutenez les travailleur.euse.s de secteur de l'habillement en faisant un don à Solidarité Mondiale-WSM.** De cette façon, vous vous battez aussi pour leurs droits !

## ACTIONS

# Retour sur #2018 en images

PAR JENNIFER VAN DRIESSCHE

*2018, une année riche en actions de mobilisation et d'interpellation grand public sur nos thématiques : la lutte pour le travail décent et la protection sociale pour tou.te.s. La campagne #vêtementsclean a battu son plein dans différentes villes en Wallonie et à Bruxelles, tandis que différents échanges avec des partenaires, ici en Belgique, et là-bas (notamment en République dominicaine), ont permis d'approfondir les liens de solidarité qui lient nos organisations et nos partenaires. Focus sur certaines de ces initiatives en mode « Instagram » !*

 **Bruxelles - 24 avril 2018**



24 avril 2013 : tous les regards sont tournés vers le Bangladesh suite au terrible effondrement du bâtiment Rana Plaza. 1134 travailleur.euse.s tué.e.s – Commémoration à Bruxelles le 24 avril 2018 : deux couturières interpellent les marques Abercrombie, the North Face et Ikea.  
[#RanaPlazaNeverAgain](#)

 **Mouscron - 8 mai 2018**



En direct du Canonnier de Mouscron pour la campagne #vêtementsclean lors du match Mouscron-Lierse! Plus de 650 signatures récoltées. Bravo au club de @ExcelMouscron qui se mouille pour des #vêtementsclean et merci @MOC\_WalloniePicarde pour ce joli coup (franc) !  
[#chaquesignaturecompte](#)



Bruxelles - 8 mai 2018



BRAVO à tous nos coureurs, sportives et sportifs SOLIDAIRES! Deux exploits en un ! MERCI surtout pour tous vos parrainages au profit de nos partenaires du Bangladesh et d'Indonésie. Ensemble, c'est une somme de plus de 9.000 euros qui a été récoltée !

[#20KMdeBruxelles](#) [#suerpourolasolidarité](#)



Liège - 11 juin 2018



Le Mondial des droits humains, c'était cet après-midi à Liège. Mondial 2018, on ne va pas tout supporter ! Raja, partenaire syndical en Indonésie, était présent pour dénoncer l'anti-jeu de @Nike et @adidas pour les travailleuses et les travailleurs. Avec @Solmond @achACT\_asbl et la @CSCLiège [#salairevital](#) [#Mondial](#) [#anti-jeu](#)



Liège - 12 juin 2018



Des délégués syndicaux de la Ville de Liège et un partenaire syndical indonésien ont sensibilisés les autorités communales de Liège pour qu'à travers ses achats, la Ville contribue concrètement au respect des droits de ceux derrière leurs vêtements de travail, de sécurité et promotionnels. En septembre a été votée une motion pour des achats publics durables!

[#bravo](#) [#achatsdurables](#) [#yeswecan](#)



Bruxelles - 29 septembre 2018



Festiv'Africa !, cet événement festif aux couleurs de l'Afrique, a battu son plein avec près de 800 participant.e.s. A l'initiative de la MC Saint-Michel, de l'ASBL Vitrine Africaine et de Solidarité Mondiale, Festiv'Africa! promeut les projets de coopération en Afrique. Rendez-vous le 12 octobre 2019 pour la V<sup>e</sup> édition [#Afrique](#) [#Bruxelles](#) [#coopération](#) [#diaspora](#) [#fête](#)

 Bruxelles/Mons - 2 octobre 2018



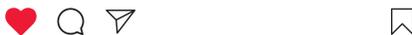
MANIFESTATION #PENSIONS – Solidarité au-delà des frontières! Diane, responsable de plaider pour le SADD au Togo, était à nos côtés pour manifester. Cette participation faisait partie d'un programme d'échanges avec le CIEP et le MOC de Mons. Très enrichissant de part et d'autre !  
#rencontre #engagement #pensions

 Verviers, Bruxelles, Mons, Liège, Tournai,...



Opération11111 – En 2018, la mobilisation de Solidarité Mondiale-WSM dans le Mouvement a été un grand succès : 19.500 d'euros ont ainsi été récoltés pour renforcer le soutien à nos organisations partenaires. Bravo & merci ! En 2019, on fera encore mieux ?  
#11.11.11 #bellemobilisation #bravo #merci

 Liège-République Dominicaine-Burkina Faso



Un groupe de 12 personnes issu d'une longue tradition de solidarité entre Liège et le Burkina Faso a décollé le 8 novembre 2018 pour deux semaines en République Dominicaine, à la rencontre de nos partenaires sur le terrain. Des rencontres bouleversantes derrière la carte postale !  
#cocotiers #pauvretéextrême #bouleversant #despartenairesengagés #solidarité

 Bruxelles - 25 novembre 2018



On se mobilise pour dire stop aux violences faites aux femmes ! Manifestation à Bruxelles, action en République Dominicaine, action « mains mauves » sur les réseaux sociaux... Solidarité Mondiale s'engage fermement !  
#mainsmauves #bleu+rose #ecchymoses #stopviolencesfaitesauxfemmes



Louvain-la-Neuve – 16 novembre 2018



Deux ans après l'énorme mobilisation contre le CETA et le TTIP, la journée d'études @MOC\_CIEP revenait sur les enjeux liés au commerce juste, avec l'intervention de notre collègue Santiago Fischer. Des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales !  
#Belgium4Treaty #stopcorporateabuse #Stop1SDS #Rules4corporations



Bruxelles - 29 novembre 2018



© ARMINIUS GHYS



Solidarité Mondiale (WSM) fait partie des 83 organisations signataires de la charte genre du secteur ONG. Nous nous engageons à intégrer la lutte pour l'#égalitédegenre dans notre organisation et dans nos missions !  
[#tou.te.s](http://tou.te.s) #ensemble #autravail #enrouteverslégalité



World – 10 décembre 2018



Alicia Huanca, CEJUPA Bolivie - 70 ans de la Déclaration Universelle des droits humains. Solidarité Mondiale-WSM rend hommage à ses défenseurs des droits humains qui se battent chaque jour pour que les droits du travail soient respectés et pour que l'accès à la protection sociale soit possible !  
#StandUp4HumanRights #tousensemble



@wsm\_ongo

Après



et



Suivez-nous en images sur Instagram



@wsm\_ongo

# C'était 2018

86 partenaires  
dans le Sud



23 pays



2.557  
donateurs  
individuels



521  
organisations  
locales



37 collaborateurs  
en Belgique



4 collaborateurs  
dans le Sud



40 villes et  
communes



3 provinces



8.668 abonnés-les  
à nos newsletters



6.590 fans sur  
Facebook



21.730 signatures  
à notre pétition  
#VêtementsClean



www.solidmond.be • Merci pour vos dons • Cpt : BE96-7995-5000-0005

Solidarité Mondiale dans votre région

Brabant Wallon : boulevard Fleur de lys 25-1400 Nivelles - 067.21.89.91 • Bruxelles - 02-508.89.60 • Charleroi : boulevard Tirou 167-6000 Charleroi - 071.31.22.56  
• Hainaut Occidental : avenue des États-Unis 10 bis 8-7500 Tournai - 069.88.07.62 • Hainaut Centre : rue Marguerite Bervoets 10-7000 Mons - 065.35.39.63 • Liège : rue Saint-Gilles 29 - 4000 Liège  
- 04.232.61.61 • Luxembourg : rue des Déportés 39-6700 Arlon - 063.21.87.33 • Namur : place l'Ilon 17-5000 Namur - 081.22.68.71 • Verviers : rue du Palais 25-4800 Verviers - 087.33.77.07



MERCI  
Ensemble, nous faisons  
la différence !